



L'EXTERNALISATION DES EXPULSIONS D'ÉTRANGERS EST INCOMPATIBLE AVEC LES VALEURS DE L'EUROPE

ÉDITORIAL-LE MONDE

04/06/2026

« Un nouveau règlement européen doit confier, contre rémunération, à des Etats pauvres et peu respectueux des droits humains la tâche de reprendre les sans-papiers inexpulsables dans leur pays. Cette politique inacceptable constitue une démission de l'Union européenne au regard des principes humanitaires qui la fondent.

S'il fallait une preuve que la question de l'immigration est au cœur des recompositions en cours du paysage politique européen, l'alliance formée par la droite et l'extrême droite au Parlement européen pour engager un durcissement sans précédent de la politique des Vingt-Sept en la matière la fournit. Voté le 9 mars par les eurodéputés, le règlement visant à accélérer les retours de migrants en situation irrégulière a fait l'objet, lundi 1er juin, d'un accord entre les Etats, le Parlement européen et la Commission européenne. Le texte issu de ce compromis doit encore faire l'objet d'une validation formelle. Il complète le 'pacte sur la migration et l'asile' qui, lui, doit entrer en vigueur le 12 juin, et introduit plus de solidarité entre les Etats membres.

Certes, le principe de libre circulation dans l'espace Schengen et la nécessité de contrôler les frontières extérieures de l'Union européenne (UE) supposent une meilleure coopération entre Etats. Mais le nouveau règlement sur les expulsions revient à construire celle-ci par le bas, par l'affichage de mesures non seulement inacceptables au regard des principes des droits humains, mais à l'efficacité douteuse.

Le texte, censé permettre d'améliorer le taux d'exécution des décisions d'éloignement – 28 % en moyenne –, multiplie les moyens de pression. Il autorise la saisie des documents d'identité des étrangers en situation irrégulière refusant de quitter le territoire et l'allongement jusqu'à deux ans de la durée de

rétenction. Le règlement crée aussi un 'ordre européen de retour', formulaire commun destiné à faciliter la reconnaissance mutuelle des décisions d'expulsion. Surtout, il permet la création, hors de l'UE, de 'plateformes de retour' où pourraient être renvoyés les étrangers refusés par leur pays d'origine.

Pareilles orientations résultent de la droitisation du Parlement européen aux élections de 2024. Elles consacrent l'inquiétant ralliement des conservateurs à l'extrême droite déjà constaté en matière environnementale. Et reflètent aussi le cynisme du Rassemblement national qui, depuis le vote du nouveau règlement, est passé de la dénonciation de l'Europe 'passoires' à l'hommage à une UE bouclier.

L'inclusion des 'plateformes de retour' dans le règlement – sur laquelle Emmanuel Macron s'est dit 'sceptique' – doit être dénoncée avec vigueur. Elle revient à confier, contre rémunération, à des Etats pauvres et peu respectueux des droits humains comme le Rwanda, l'Ouganda ou l'Ouzbékistan, la tâche de reprendre les sans-papiers inexpulsables dans leur pays.

Cette 'externalisation', considérée comme dissuasive par certains Etats, constitue à la fois une démission de l'Union européenne au regard des principes humanitaires qui la fondent, et l'affichage démagogique d'une vaine 'solution'. En attestent aussi bien l'abandon par le Royaume-Uni de l'inefficace, illégal et coûteux projet de renvoi des illégaux en Rwanda, l'échec du 'plan Albanie' de Giorgia Meloni en Italie, mais aussi la faible efficacité des accords comparables de renvoi passés par Donald Trump avec des pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Si l'Europe a besoin d'une politique d'immigration harmonisée, elle a aussi besoin de discours de vérité et de mesures réalistes. Pour faire admettre aux opinions que l'effectivité des expulsions dépend moins de mesures juridiques ou d'effets d'annonce que d'un patient travail diplomatique et politique de coopération avec les pays d'origine, dans un monde où les immigrants sont devenus des moyens de pression et des monnaies d'échange. »



TÉHÉRAN INCARNE À NOUVEAU LA RÉSISTANCE À L'OCCIDENT

AZANE MOAVENI-THE NEW
YORK TIMES (TRADUCTION :
COURRIER INTERNATIONAL)

16/06/2026

« Le 22 octobre 1951, (...) le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh s'adressait à un auditoire (...) dans le hall de l'Indépendance. Il a évoqué avec admiration la liberté américaine, établi un parallèle entre la lutte pour l'indépendance des États-Unis et le combat que menait alors l'Iran pour desserrer l'étreinte du Royaume-Uni sur ses affaires et ses ressources naturelles. 'La foi en l'indépendance nationale est universelle, tous les peuples la partagent', a-t-il déclaré.

Deux ans plus tard, il était renversé lors d'un coup d'État orchestré par Washington et Londres, parce qu'il avait décidé de nationaliser le pétrole iranien et de prendre le contrôle de l'Anglo-Iranian Oil Company britannique. À l'époque, de vastes régions du monde secouaient le joug du colonialisme et adoptaient de nouvelles identités nationales. Dans ce contexte, le nom de Mossadegh est devenu synonyme de la quête d'indépendance et de la lutte contre l'impérialisme occidental. Son éviction est aujourd'hui encore considérée avec amertume dans tout le Sud global comme un exemple des errements de la politique étrangère américaine.

De nos jours, la résistance de l'Iran face à la coercition occidentale sert de nouveau de cri de ralliement. Avec la guerre irresponsable de Trump, l'hostilité américaine envers l'Iran prend valeur de récit prémonitoire – tout État indiscipliné pourrait subir un châtement violent. (...) le monde autre qu'occidental, indigné, a manifesté sa solidarité et son soutien envers l'Iran. Même les pays qui n'approuvent pas du tout le traitement que le régime des mollahs inflige à son propre peuple ni son comportement dans la région connaissent un moment 'Je suis l'Iran'. (...) »

Par le passé, Téhéran a déjà joué le rôle d'adversaire iconoclaste qui remet en question l'ordre mondial. Au lendemain de la décolonisation, l'Iran

a été le premier grand pays (...) du Moyen-Orient à tenter de nationaliser son secteur pétrolier. Quand Mossadegh a fait escale en Égypte en 1951, 250 000 personnes se seraient pressées dans les rues du Caire, dont beaucoup scandaient : 'Longue vie au leader de l'anti-impérialisme !'

Mossadegh a échoué, mais son audace a contribué à accoucher d'un nouvel ordre mondial. Gamal Abdel Nasser, (...) a soigneusement étudié son approche et ses erreurs, et (...) sa nationalisation du canal de Suez s'est conclue par un triomphe.

Aujourd'hui, les foules ne se massent pas pour acclamer un adversaire des empires. Tout se passe plutôt dans la sphère publique en ligne, que les propagandistes iraniens submergent de vidéos en Lego pour défendre leur position auprès des jeunes dans le monde entier. Des observateurs considèrent que l'Iran est en train de 'remporter la guerre de la com'. (...)

Mais qu'en est-il des Iraniens eux-mêmes, perdus dans le néant de cette histoire confuse ? Pour eux, la situation est beaucoup plus compliquée. Cette vague de solidarité et de sympathie survient alors que le régime avait perdu une grande partie de sa légitimité aux yeux de sa propre population, (...) et après qu'il a massacré des milliers de manifestants. La guerre a coupé court à cette période de deuil, de désespoir et de condamnation mondiale. Au lieu de cela, Trump et Israël semblent avoir renforcé et consolidé l'État iranien, accru son statut en tant que symbole d'une résistance habile, et tempéré l'opinion de beaucoup de ceux qui, dans le pays, haïssaient le régime et s'y opposaient.»



LA SOUVERAINETÉ AU BOUT DU TUNNEL

L'ORIENT-LE JOUR -ANTHONY SAMRANI-28/06/2026

S'il veut un jour devenir un « État souverain, le Liban a deux problèmes majeurs à régler. D'une part, un pays voisin qui occupe une large partie de son territoire, qui l'a envahi à au moins trois reprises par le passé, qui lui est très nettement supérieur sur le plan militaire, qui porte un projet expansionniste dont

les contours demeurent flous et qui est prêt à détruire tout ce qui l'entoure au nom de sa sécurité. D'autre part, une milice inféodée à un régime étranger, qui l'a entraîné dans plusieurs guerres contre sa volonté, qui cherche à maintenir sa domination et qui menace de torpiller la paix civile si l'on touche à ses armes.

Deux obstacles de taille pour un pays structurellement fragile, dont les différentes composantes ne cachent pas leurs profonds désaccords sur les causes du problème et encore moins sur la meilleure façon de le résoudre.

D'un côté de l'échiquier, on estime qu'il est plus réaliste de faire la paix (froide) avec Israël plutôt qu'avec le Hezbollah, et que l'essentiel consiste à pacifier la frontière sud, à récupérer les territoires perdus et à neutraliser la milice. De l'autre, on considère au contraire que l'État hébreu demeure le principal ennemi, que la priorité est de mettre fin à l'occupation et que la question des armes, si elle doit être adressée, doit être réglée par le biais d'une négociation avec l'Iran. Les réactions très passionnées, de part et d'autre, à la signature du protocole d'accord entre les États-Unis et l'Iran, puis à celle de l'accord-cadre entre le Liban et Israël, illustrent le degré de polarisation du débat. Tous y ont vu une capitulation, le bénéficiaire changeant selon leur prisme.

Aucune des deux solutions proposées n'est toutefois satisfaisante. L'accord irano-américain permet d'avoir un véritable levier sur Israël, mais fait de l'Iran un acteur absolument incontournable au Liban. (...) L'accord-cadre entre le Liban et Israël (...) est très favorable à Tel-Aviv, ce qui reflète malheureusement la réalité du terrain, n'impose aucun calendrier de retrait des troupes israéliennes et dispose même, (...) que le Liban renonce à engager des poursuites légales contre les potentiels crimes de guerre de son voisin sur son territoire.

(...) Il est compréhensible que les Israéliens doutent de la volonté libanaise de neutraliser le Hezbollah, mais il sera impossible pour Beyrouth de le faire tant qu'Israël occupe le territoire. Le désarmement du Hezbollah contre sa volonté n'est pas une affaire de mois mais de longues années. Le retrait ne doit donc pas être conditionné à son effectivité

mais à des étapes plus réalistes et progressives qui permettraient au Liban de prouver qu'il est enfin prêt, (...) à recouvrer sa souveraineté.»



DEUX MOIS POUR SCELLER LA PAIX

ÉDITORIAL-LA VANGUARDIA 19/06/2026

La signature inattendue d'un « mémorandum d'accord entre les États-Unis et l'Iran par (...) Trump et Massoud Pezeshkian, a déclenché le compte à rebours des 60 jours établis pour que les délégations des deux pays en charge de la négociation parviennent à un accord définitif censé apporter une paix stable et durable.

Cette signature anticipée a permis de rouvrir plus vite le détroit d'Ormuz, (...), comme le prévoit l'accord, en vertu d'une réouverture exemptée de péages pendant deux mois, ce qui doit permettre la circulation maritime d'un cinquième de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz, même si le texte n'écarte pas que des taxes soient imposées à l'avenir (comme pointé par l'Iran). Cet accord (...) établit la cessation 'immédiate et définitive' des opérations militaires 'sur tous les fronts', y compris au Liban. (...) Trump s'inquiète de plus en plus que les bombardements israéliens visant le Hezbollah ne remettent en cause cet accord de mémorandum. (...) L'Iran a exigé à plusieurs reprises le retrait d'Israël dans le cadre du pacte, condition que Netanyahu n'a pas l'intention de respecter.

Le mémorandum prévoit (...) que l'Iran ne développera pas d'arme nucléaire et engage à la constitution d'un fonds de 300 milliards de dollars destiné à la reconstruction et au développement économique de la République islamique, même si les États-Unis ne sont pas contraints d'y contribuer. Lorsque, à la fin d'un conflit, un pays verse des compensations à l'autre, on sait qui a gagné et qui a perdu. Voilà qui n'a pas empêché Trump de présenter ce protocole d'accord comme une victoire retentissante, même si les deux pays ont encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à un accord de paix définitif et intégral qui exaucerait l'objectif principal du

président américain – empêcher l'Iran de développer l'arme nucléaire. Les yeux rivés sur sa postérité et sur les élections de novembre, Trump s'est efforcé de présenter cet accord comme supérieur à celui qu'avait signé Obama en 2015 (...)

Pourtant, selon le texte signé, les États-Unis travailleront 'avec leurs partenaires régionaux à élaborer un plan définitif convenu d'un commun accord d'un montant d'au moins 300 milliards de dollars' destiné à la reconstruction de l'Iran « si ce dernier respecte les engagements relatifs à son programme nucléaire lors de futures négociations ». Trump réitère que les États-Unis n'apporteront pas un sou pour la reconstruction de l'Iran (...).

Ces énormes compensations financières exigées par l'Iran et figurant dans le memorandum sont une victoire majeure pour le régime des ayatollahs, comme l'est la levée progressive par Washington de toutes les sanctions, et l'autorisation donnée à l'Iran d'exporter du pétrole et d'avoir accès à ses actifs immobilisés à l'étranger. Le texte ne cite même pas le programme de missiles iranien, autre question que Trump et Netanyahu jugeaient prioritaire au début de la guerre. L'accord n'engage l'Iran qu'à diluer ses stocks d'uranium enrichi, sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

(...) les États-Unis ont dû consentir à d'importantes concessions sans obtenir la moindre victoire stratégique en échange, puisque Ormuz était ouvert avant que Trump ne déclenche la guerre et que Téhéran avait déjà redit son engagement à ne pas fabriquer de bombes atomiques. Rien d'étonnant donc à ce que le protocole d'accord souscrit par la Maison Blanche ait été durement critiqué par (...) républicains ou démocrates, le Congrès n'ayant pas été consulté, qui ont exigé un vote à son propos.

Différents secteurs du pays, dont notamment le mouvement MAGA, n'ont guère apprécié l'idée d'un fond de reconstruction de 300 milliards de dollars, qu'ils estiment être une reculade venant souligner l'inutilité d'une guerre qui devait servir à renverser les ayatollahs, et qui a en réalité renforcé leur régime. (...)

L'accord nucléaire avec l'Iran signé en 2015 avait demandé 20 mois de négociations au gouvernement

Obama. (...) Trump parviendra-t-il à ce résultat en seulement deux mois ? Dans la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue de la réunion du G7, le président a peut-être déjà répondu à cette question : « Si cela ne se fait pas en 60 jours, ce n'est pas grave. Nous bombarderons de nouveau »



L'ÉMOTION PAR-DESSUS TOUT ÉDITORIAL-EL PAÍS-14/06/2026

Par sa taille, le Mondial de foot << d'Amérique du Nord est destiné à battre tous les records. C'est le premier jamais joué dans trois pays à la fois – États-Unis, Mexique et Canada, et sur seize stades. C'est aussi le premier à mettre en lice 48 équipes (...). Il y aura en tout 104 matchs (...). Les billets d'entrée sont les plus chers de l'histoire. Sous la direction de Gianni Infantino, la FIFA a enflé le championnat pour en tirer le plus haut profit financier possible. Elle a bénéficié à cette fin de la coopération enthousiaste des États-Unis de Donald Trump. (...) l'image de Infantino remettant un 'prix FIFA de la paix' inventé de toutes pièces à Trump pour alimenter l'insatiable ego du président américain est un symbole saisissant de l'époque à laquelle se tient cette Coupe du monde.

Si ce championnat est une carte de présentation de ses organisateurs face au monde, l'image que renvoient les États-Unis est en phase avec les temps qui courent. Voilà un pays qui refuse à un arbitre somalien hautement qualifié d'entrer sur son territoire. Qui oblige l'équipe iranienne à se loger de l'autre côté de la frontière, au cas où. Qui menace d'envoyer dans les stades ses agents de l'immigration harceler les latinos – sans lesquels le football états-unien ne serait pas un business viable. Voilà aujourd'hui quelle est l'image, voulue par Trump et ses acolytes, que les États-Unis projettent face au monde.

Pourtant, il suffit que le ballon se mette à rouler – même si, politiquement parlant, il s'agit d'une pelote de fil de fer barbelé – pour que le pouvoir de séduction de ce sport l'emporte sur le contexte politique. Le Mondial s'est tenu dans l'Italie fasciste, dans l'Argentine de la dictature militaire, dans la Russie de

Poutine et sous l'égide de la monarchie absolue du Qatar. Aucun de ces contextes, bien plus agressifs que celui d'une Maison Blanche raciste, ne fait partie du récit collectif du football. Il aura beau essayer, Donald Trump ne figurera pas dans l'histoire de cette Coupe du monde. En revanche, son pays est peut-être sur le point d'entrer dans une nouvelle ère footballistique.

On compte par millions les personnes qui peuvent raconter en détail les grands moments du mémorable Mondial de 1994 aux États-Unis : l'élimination de l'Espagne par l'Italie, un but incroyable de Maradona et la fin de sa carrière pour cause de dopage, le but marqué contre son camp par Andrés Escobar, qu'il a payé de sa vie, le tir au but manqué de Roberto Baggio, qui donna la Coupe au Brésil de Romario (...). Or, aux États-Unis, c'est comme si rien de tout cela n'était arrivé. Pour le pays hôte, le Mondial n'avait été qu'une petite curiosité, qui ne pouvait rivaliser avec la NBA, l'US Open, ou l'arrestation d'O. J. Simpson pour meurtre, survenue le jour de l'inauguration.

(...), 32 ans après, (...) la sélection nationale des États-Unis donnait de nouveau le coup d'envoi en qualité d'hôte, dans un stade tout neuf, empli de célébrités et à une heure de grande écoute sur la côte est, si bien que le match a été retransmis, en anglais et en espagnol, non pas en Europe, mais dans son pays. Un tel contraste n'aurait pas été possible sans les millions d'immigrants latino-américains qui ont construit les actuelles villes d'Amérique du Nord et ont tissé un lien émotionnel avec ce sport. Ils sont les membres d'une génération qui ont pu voir du football à la télévision et sont allés, accompagnés de leurs parents, applaudir l'équipe de leur ville. Là est l'histoire commune qui n'existait pas en 1994 et qui est aujourd'hui partout. (...) Ce qui auparavant vendait du toc, vend aujourd'hui de l'émotion. Il a fallu attendre 30 ans après l'étrange Coup du monde d'alors, mais désormais les États-Unis sont là.

(...) Pendant les 30 prochaines années, on racontera les histoires qui vont se succéder au cours des cinq prochaines semaines de spectacle chaotique. Et quand on les racontera, peu importera le contexte politique dans lequel elles se seront tenues.»/